

# Pourquoi le choléra est de retour en Algérie

lundi 3 septembre 2018, par [BEKKAT Reda](#) (Date de rédaction antérieure : 30 août 2018).

**Deux décès, plus de soixante cas confirmés et six régions du centre du pays, dont Alger, désormais concernées : le bilan de l'épidémie de choléra, réapparu en Algérie début août pour la première fois depuis 1996, ne cesse de s'alourdir. La responsabilité des autorités est pointée du doigt.**



Les propos du ministre de la Santé tenus dimanche dernier [26 août] lors d'une conférence de presse à l'hôpital de Boufarik [la majorité des patients sont orientés vers cet hôpital situé près de Blida, à 32 kilomètres d'Alger], affirmant que l'épidémie de choléra sera éradiquée dans trois jours, ont surpris non seulement les professionnels de la santé, mais aussi le citoyen lambda, étonné non seulement dans le retard mis par les autorités à communiquer sur l'épidémie, mais aussi dans leur incapacité à déterminer son ampleur et son origine, rendant par conséquent difficile la tâche consistant à la circonscrire ?

Malheureusement, trois jours plus tard, le bilan des cas avérés de choléra hospitalisés s'est alourdi. Et on n'en sait pas plus sur l'état réel de l'épidémie, ni quels en sont les principaux foyers de contamination ? Entre-temps et comme il fallait s'y attendre, c'est l'affolement sur la Toile et les réseaux sociaux face au silence sidéral en matière de communication officielle.

## Les négligences sont nombreuses

Il n'en fallait pas plus pour semer la panique au sein de la population, livrée à elle-même, en manque d'informations de la part des autorités, qui semblent oublier que la réalité de 2018 n'est pas celle des années 1980. Il est plus facile de se déplacer à travers tout le territoire, que l'on peut traverser en quelques heures, et il n'en faut pas plus à une épidémie pour se propager.

Mais au-delà de ce constat, le plus surprenant c'est qu'aujourd'hui beaucoup d'experts indépendants s'accordent à dire qu'une telle catastrophe était prévisible tant les négligences sont nombreuses de la part des institutions, à commencer par celles de la commune, jusqu'aux services techniques spécialisés, comme ceux de l'agriculture ou de l'environnement.

Le laisser-aller a atteint un tel degré que l'on se rend compte aujourd'hui que l'on a abandonné jusqu'au moindre réflexe de prévention au niveau local, où les autorités ont failli à leurs obligations dans le domaine sanitaire à l'égard des populations délaissées ou ignorées.

## Préoccupations électoralistes et clientélistes

Ces mêmes experts sont aujourd’hui unanimes à affirmer que les eaux d’irrigation à partir des oueds et autres cours d’eau utilisées dans l’agriculture sont, dans le meilleur des cas, en grande partie polluées par les rejets industriels ou ménagers. Le pire étant tout simplement le recours aux eaux usées par des agriculteurs ignorants, peu sensibles aux risques encourus par la population qui consomme des fruits et légumes produits de cette manière.

Et c’est d’abord là que se situent les failles qui ont permis l’apparition et la propagation d’une telle épidémie, conjuguées au laisser-aller en matière d’hygiène et de salubrité publique dans les communes et les daïras [subdivision administrative] de la part d’autorités dont les préoccupations électoralistes et clientélistes n’accordent que peu de place à l’amélioration du cadre de vie de leurs administrés.

Et ce n’est pas une campagne nationale concoctée à la va-vite par le ministère de l’Environnement à la suite de cette épidémie qui comblera les lacunes des institutions nationales et des collectivités locales, incapables, dans leurs obligations envers les citoyens, de prévoir et encore moins de prévenir tout risque.

---

**Reda Bekkat**

*[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.*

---

**P.-S.**

Courrier international

<https://www.courrierinternational.com/article/pourquoi-le-cholera-est-de-retour-en-algerie>